

Le « Light footprint », la nouvelle stratégie de domination américaine

Samer
ZOUGHEIB

21 décembre
2014



Les Etats-Unis ont mis au point une nouvelle stratégie de domination du monde, appelée « Light footprint ». Mais de nombreux pays continuent de résister aux visées hégémoniques étasuniennes.

Le président de la Fédération de Russie, Vladimir Poutine, a dénoncé, lors de sa conférence de presse annuelle, jeudi, les visées impérialistes de l'Occident et ses pratiques hégémoniques. « Nos partenaires ont décidé qu'ils étaient les vainqueurs, qu'ils étaient désormais un empire et que les autres étaient des vassaux qu'il faut faire marcher au pas », a-t-il fustigé. Il a accusé les Occidentaux, Etats-Unis en tête, de vouloir « arracher les crocs et les griffes de l'ours russe ». 25 ans après la chute du mur de Berlin, ils dressent, selon lui, un nouveau mur entre la Russie et l'Europe. « Il s'agit d'un mur virtuel, mais il commence déjà à être construit », a déclaré le chef de l'État, rappelant l'élargissement de l'Otan jusqu'aux portes de la Russie (pays baltes) et le bouclier antimissile en Europe orientale.

La volonté des Etats-Unis de vouloir dominer le monde n'est pas un secret, mais la nouvelle méthode de Washington pour arriver à ses desseins est moins connue. Il s'agit de la stratégie du « Light footprint » – ou l'empreinte légère, qui s'articule autour d'une panoplie d'outils militaires, politiques et économiques, qui ont commencé à être mis en œuvre ces derniers mois à l'échelle planétaire. Cette stratégie se base sur le concept de l'intervention dans l'ombre, moins coûteuse en ressources humaines et financières mais non moins pernicieuse.

Le « commandement par l'arrière »

Cette nouvelle stratégie est le résultat de l'échec du concept du président George W. Bush de la « guerre globale contre la terreur » (*global war on terror* ou GWOT), qui s'est terminée par des échecs militaires en Irak et en Afghanistan, qui ont fait des dizaines de milliers de morts et de blessés dans les rangs de l'armée étasunienne, un désastre économique avec la crise financière de 2008, et un déclin moral, illustré par la violation des valeurs prétendument défendues par l'Amérique. La décennie de l'an 2000 a en effet été marquée par les mensonges américains, la torture dans les prisons, les détentions extra-judiciaires de milliers de personnes à Guantanamo ou dans des prisons secrètes de la CIA (pratiques toujours en cours aujourd'hui) etc...

Fini donc les « boots on the ground » (forces au sol), les interventions massives et classiques, et place au « Light footprint ». Caroline Galactéros, docteur en sciences politiques, explique à merveille les tenants et les aboutissants de cette nouvelle stratégie, orientée vers l'Asie (*the shift towards Asia*), et dont l'objectif prioritaire est l'endigement de la Chine, perçue comme le principal rival des Etats-Unis à moyen terme.

Le « Light footprint » repose sur « le commandement depuis l'arrière » (*the leadership from behind*), c'est-à-dire confier à des auxiliaires les tâches les plus visibles – et souvent les plus ingrates, en les dirigeant de derrière la scène. Et Washington réussit à trouver des Etats supplétifs qui acceptent de faire à sa place le sale boulot. « Le commandement par l'arrière » est apparu lors de l'intervention de l'Otan en Libye et s'illustre parfaitement dans la crise ukrainienne, où l'Union européenne est aux premières lignes dans la bataille engagée contre la Russie pour l'affaiblir et l'empêcher de constituer, avec la Chine et ses autres alliés, une nouvelle force montante sur la scène

internationale.

Ce principe s'illustre également, quoiqu'avec moins de succès, dans la prétendue guerre contre les terroristes du soi-disant « Etat islamique ». Bien qu'ayant rassemblé une coalition d'une quarantaine de pays, c'est l'aviation américaine qui fait le gros du travail en Irak et en Syrie.

Forces spéciales, drones, cyberguerre

La « Light footprint » repose sur une mutation de la stratégie militaire étasunienne, qui s'articule désormais sur l'emploi de forces spéciales, l'usage massif de drones et la cyberguerre. On l'a constaté lors de la cyberattaque contre le programme nucléaire iranien, des opérations spéciales menées en Somalie et au Yémen contre Al-Qaïda, et le déploiement de drones au Yémen et au Pakistan. Il s'agit surtout, comme l'a résumé David Sanger, correspondant en chef du *Washington Post* à la Maison-Blanche, d'instaurer en silence un « *hard power secret* », de substituer aux guerres conventionnelles militairement aléatoires, médiatiquement envahissantes et politiquement coûteuses, des guerres de l'ombre, dont seuls quelques faits d'armes spectaculaires seront rendus publics, bon gré, mal gré, explique Caroline Galactéros.

Selon le sénateur républicain de Caroline du Sud, Lindsay Graham, qui a malencontreusement brisé en 2013 la loi du silence, ce mode d'action aurait fait près de 5000 victimes depuis 2004.

Le « *Leadership from behind* » fonctionne assez bien en Afrique, où Washington a laissé la France et la Grande-Bretagne diriger les opérations en Libye et soutient aujourd'hui Paris dans son intervention militaire directe au Mali et en République centrafricaine, via sa base du Niger. Mais cela ne signifie aucunement que les Etats-Unis ont laissé le continent noir à leurs alliés européens. Africom, le nouveau commandement régional américain mis en place en 2008, compte déjà 5000 soldats américains. Essentiellement consacré à la « lutte contre le terrorisme » dans la Corne de l'Afrique et au Sahel, « il sert aussi de tête de pont aux intérêts économiques américains dans la région notamment face à la présence commerciale massive de la Chine », écrit Caroline Galactéros.

Le rôle subalterne de l'Europe

Le fait marquant est que l'Europe a abandonné ses rêves de grandeur et a accepté le rôle subalterne de sous-traitant pour le compte des Etats-Unis. Mais le plus frappant est que ce rôle se fait parfois au dépens de ses intérêts stratégiques, comme on l'a bien vu dans la crise ukrainienne. La France, l'Allemagne et d'autres pays européens ont cédé aux exigences américaines d'isoler la Russie et de l'affaiblir économiquement, tout en sachant que cela aurait de graves repercussions sur leurs propres économies.

Pire encore, les Etats-Unis ont décidé de faire partager le fardeau financier – « *burden sharing* »-, en faisant payer à ses « alliés » le prix des interventions militaires ici et là dans le monde.

C'est contre cette nouvelle forme d'impérialisme moins visible mais tout aussi nuisible que la Russie, l'Iran et la Syrie luttent depuis des années pour préserver leur droit d'exister en tant que nations libres et indépendantes.

Samer Zougheib

»» http://www.french.alahednews.com.lb/essaydetails.php++cs_INTERRO++eid=13691++cs_AMP++amp ;cid=32